

perdre, à cause du commerce libre, comme elles le font à cause du commerce international. Les provinces maritimes sont protégées au Canada contre certaines éventualités qui pourraient provenir d'un commerce plus libre avec les États-Unis. Cependant, le problème qu'éprouvent les provinces Maritimes dans le secteur du libre échange canadien remonte à il y a plus de 100 ans. La raison est pour moi fort simple, car il n'existe pas de loi naturelle qui stipule que les peuples qui s'établissent dans un lieu géographique donné doivent à jamais continuer de jouir du revenu relatif qu'il avaient au tout début. De profondes modifications se sont produites dans la technologie de la construction des navires et du transport et elles ont eu tendance à laisser en plan les provinces maritimes. Dans la mesure où la Confédération signifie qu'elles ont été séparées de leur marché naturel dans les États de la Nouvelle Angleterre, on leur a versé des subventions en guise d'indemnité. Cependant, il semble qu'elles y perdent, dans l'ensemble.

Le sénateur McElman: Monsieur le président, le témoin a parlé un peu plus tôt du grand succès rapporté par les Écossais dans le secteur des banques internationales et canadiennes, et vous dit que je suis le vrai type de l'habitant des provinces Maritimes. Je dois ajouter que je suis d'origine Écossaise et que j'ai commencé dans le secteur banquier pour ensuite aboutir ici. Pour la plupart des écossais, autant dire que j'ai échoué.

J'aimerais rappeler une allusion faite par le sénateur Croll aux dangers que présente une intégration plus intime et au fait qu'un bon matin, pourrions-nous nous réveiller pour constater qu'un autre Texan comme John Connally a plongé le pays dans un état de choc. A mon avis, il est peut-être révélateur que le Canada reste, après Connally, le plus important client commercial des États-Unis et vice versa; le Canada semble s'en tirer très bien sur le plan économique. Pourtant, le sénateur Connolly n'est presque jamais là et j'aborde le sujet qui fait l'objet des questions que je voulais poser aux témoins.

Le Canada, au lieu de faire le commerce en craignant ce qui pourrait arriver ultérieurement dans le monde ne devrait-il pas vivre dans la réalité actuelle pour ce qui est des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Il s'agit d'un monde où les États-Unis possèdent une structure tarifaire qui favorise l'exploitation sur une grande échelle de nos ressources naturelles et qui milite contre un grand nombre de nos produits fabriqués.

Que faire? Comme l'ont demandé certains membres du Comité, devrions-nous nous satisfaire parce que nous possédons les ressources? Faisons-nous le chien du jardinier et attendons-nous qu'il arrive quelque chose qui fasse de nous les grands commerçants mondiaux d'articles fabriqués, ce qui, à mon avis, ne se produira pas du jour au lendemain?

Nous sommes, sans doute, un pays aux grandes réserves excédentaires de certaines richesses naturelles. Jusqu'à l'avènement du grand jour où tout nous appartiendra, surtout en ce qui concerne la transformation des ressources qui deviennent de plus en plus nuisibles à l'environnement et au public, plus encore au Canada qu'aux États-Unis, que notre réponse provisoire ne serait-elle pas de ne pas nous lancer dans le domaine multinational plus que nous ne le faisons actuellement ou dans le domaine binational, soit les relations commerciales canado-américaines, et d'expédier nos ressources d'une façon sélective, si nous pouvions le faire, à nos propres filiales aux États-Unis, en réalisant les profits, en les rapatriant au Canada, et puis

faire au Canada ce que nous voulons dans le domaine du développement tant industriel que social? Certes, ce qui se produit de nos jours dans les pays de l'OPEP reflète une tendance. Ils ont des dollars plus qu'il n'en faut, ils expédient une richesse naturelle dans tous les pays du monde. Ils doivent trouver que faire de leur argent. Ils ne peuvent le consacrer au développement social aussi rapidement qu'ils peuvent le toucher. Pour nous, la solution est-elle de devenir un pays multinational—binational—et d'expédier nos ressources aux États-Unis d'une façon sélective?

M. Johnson: La question est très difficile parce que nous n'avez pas vraiment donné le sens du mot «sélectif» ni parlé de la façon dont la sélection se fait. En outre, il faut savoir combien il en coûtera, et il semble que vous n'avez pas précisé si vous pensez appliquer ce genre de stratégie, si vous voulez, au développement du Canada en tant qu'instrument de négociation pour essayer de faire changer le tarif américain, afin qu'il soit moins coûteux de faire ceci ou pas.

Mon argument allait plutôt dans le sens suivant: La possibilité de faire changer le tarif américain si on consent à entamer des négociations au sujet des tarifs. Ici encore, tout est à prendre, comparativement à la façon dont les choses se passaient autrefois pour ce qui est des relations canado-américaines, comme dans le cas de la protection du Canada contre les droits de douane imposés ailleurs; mais il me semble que cela cause beaucoup de problèmes au sujet de la «sélectivité» et ainsi de suite et j'estime que c'est là un des problèmes auxquels on fait face dans les discussions politiques dans ce pays. On aime bien utiliser de jolis adjectifs comme «sélectif», «ingénieux», «intrépide» et «indépendant» et ainsi de suite, sans préciser au juste leur sens. Naturellement, je préfère «sélectif» à «non sélectif», en supposant que je me charge de la sélection et que je sois intelligent. Je préfère l'indépendance à la dépendance et ainsi de suite mais je n'ai pas vraiment de raison de parler de ces choses parce que jusqu'ici, vous me demandez tout simplement si je préfère un adjectif à un autre, si je préfère une stratégie politique à une autre. Il n'y a rien d'assez concret pour que je puisse dire quoi que ce soit.

Au sujet de la pollution dont vous avez parlé d'abord, il faut à mon avis demander où commence la pollution. Commence-t-elle à l'étape de la production? Autrefois, c'était vrai à Sudbury, où l'acide sulfurique provenant de la fonderie de cuivre a anéanti des milles et des milles de forêt. Ou bien commence-t-elle plutôt comme bien des gens le pensent, dans les villes couvertes de ferrailles ou de boîtes de conserves? La pollution est-elle causée par la consommation de biens ou par leur production? A mon avis, c'est important quand on veut trouver un moyen d'envoyer la pollution chez soi ou chez les autres. Si la production de produits à base de richesses naturelles suppose une destruction de l'environnement canadien dans une certaine mesure, c'est ainsi qu'il faut envisager le problème; si cette production nous permet d'éviter tous les problèmes de la vie urbaine et l'altération de l'environnement qu'entraîne l'amasement de détritiques et ainsi de suite, c'est autre chose. On ne peut vraiment en parler et essayer de trouver des méthodes appropriées avant de connaître les conséquences d'une méthode plutôt que d'une autre.

On peut dire, dans le cas de Sudbury, qui a été l'affreux exemple de ma jeunesse, vous savez toutes ces collines où il n'y a pas d'arbres et où dégouline l'acide sulfurique—de toute façon, en Ontario, et la plupart d'entre nous